

LES ENGAGEMENTS DES RENCONTRES ÉCONOMIQUES D'AIX-EN-PROVENCE 2026



LE 4 JUILLET 2026

L'élection présidentielle arrive. Il est temps que les propositions mises sur la table soient au niveau du monde qui nous attend.

Nous sommes confrontés à une situation parfaitement inédite et inconnue. Jamais dans l'histoire du monde nous n'avons dû faire face à une telle conjonction de bouleversements, climatique bien sûr, mais aussi démographique ou encore technologique. Ce contexte inquiète et nourrit les radicalités.

Si tant de citoyens veulent aujourd'hui renverser le système, c'est parce que les trajectoires sont figées dès le départ. La possibilité de choisir sa voie reste un privilège, les déterminismes pèsent tout au long de la vie. Nous portons une ambition forte : donner la capacité à chacune et chacun d'être maître de son destin – et ce dès le plus jeune âge. Un pays où la jeunesse voit l'avenir comme une impasse ne peut pas aller bien.

Ce qui est vrai pour la France – l'urgence de changer de paradigme – l'est aussi évidemment pour l'Europe et pour le monde. Nous ne reviendrons pas au multilatéralisme tel qu'il a fonctionné ces cinquante dernières années. À l'heure du retour des empires, faisons de « la puissance des moins puissants » (Mark Carney) une réalité. L'Europe que nous devons défendre ne peut rester une construction bureaucratique, distante et peu entraînante ; elle doit être un espace qui facilite la coopération entre les États, où chaque peuple qui la compose apporte ses talents.

Soyons à la hauteur du moment qui s'ouvre. Nous avons besoin d'idées neuves, capables de redonner des perspectives aux jeunes, capables de relancer la coopération internationale et européenne, capables de nous remettre sur le chemin du progrès.

RENDRE SON POUVOIR À LA JEUNESSE

1. Donner un élan financier à tous les jeunes : la dotation Top départ

À sa majorité, chaque jeune recevrait un capital d'investissement de 10 000 euros. Cette dotation Top départ serait financée par un « +1% Jeunes » sur la fiscalité de l'héritage.

2. Réamarrer les jeunes sortis du système : le pacte NEETs

Un engagement de réduction drastique du nombre de NEETs en France serait signé par chaque candidat à la présidentielle. Le pacte inclurait une trajectoire financière sur cinq ans, avec une logique d'anticipation dès l'école primaire.

3. Décloisonner les filières générales, professionnelles et technologiques : les dispositifs passerelles

Chaque année, un entretien passerelle aurait pour objet de confirmer ou d'infirmer le choix de filière – avec la possibilité pour l'élève de basculer d'une voie à l'autre grâce à des formations passerelles de mise à niveau.

4. Garantir la représentation de la jeunesse : le CESE comme chambre du futur

Le CESE serait réformé pour faire plus de place à la représentation des jeunes. Un quota de 50 % de moins de 35 ans serait instauré, aussi bien pour les conseillers que pour les citoyens tirés au sort des Conventions citoyennes.

RÉNOVER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET EUROPÉENNE

5. Mettre sur la table une conférence économique Nord-Sud

Une conférence internationale en format G20 élargi, incluant les nouvelles institutions multilatérales du Sud global, s'impose aujourd'hui, notamment pour discuter de la convertibilité du renminbi.

6. Maximiser les investissements en Afrique

L'investissement dans les pays africains est encore entravé par des taux d'intérêts trop élevés, dus à des biais informationnels. Une prime de risque prise en charge mondialement permettrait de soutenir l'investissement.

7. L'Europe des génies nationaux : désigner pour chaque filière d'avenir un pays « fer de lance »

La France sur le nucléaire, les Pays-Bas sur les semi-conducteurs, l'Irlande sur les centres de données, l'Estonie sur la cybersécurité... Chacun des États membres de l'UE deviendrait le pays référent d'un secteur stratégique.

8. L'Europe des talents : un Erasmus des savoirs-faire

La possibilité pour les étudiants en formations techniques de partir à l'étranger existe, mais reste résiduelle. Nous proposons d'utiliser le levier des bourses Erasmus+ pour généraliser la mobilité étudiante au sein de ces filières.

9. L'Europe des champions stratégiques : le label PILOT

Sur le modèle du Conseil européen de la recherche, créer un dispositif similaire ciblé sur les start-up des secteurs stratégiques confrontés au « scale up trap ». Un jury indépendant attribuerait un label *Programme for Industrial Leaders Of Tomorrow* (PILOT) combinant bourse de R&D et accès prioritaire au crédit et au capital. Ce label servirait ensuite de signal fort pour réduire l'aversion au risque du capital privé.

10. L'Europe des volontaires : vers des coalitions ad hoc

Dans l'esprit de la « coalition des volontaires » pour l'Ukraine, les possibilités de « coopérations renforcées » entre groupes d'États membres pourraient être facilitées. L'Europe ne peut plus se permettre d'attendre l'unanimité des 27 sur chaque sujet pour avancer.

SE MOBILISER POUR LE PROGRÈS

11. Garantir l'investissement à risque

En France comme ailleurs en Europe, l'épargne est aujourd'hui détenue par une population vieillissante averse au risque, avec pour conséquence un sous-investissement structurel dans le secteur technologique.

Deux solutions pourraient être mises en œuvre pour mobiliser l'épargne : conditionner les avantages fiscaux sur l'assurance-vie à une part d'investissements dans la tech souveraine ; garantir par la collectivité, en capital et en rendement, les investissements dans les grands projets nationaux, transnationaux et européens.

12. Remettre les mathématiques au coeur du socle commun

Pour corriger les effets de la réforme du bac, qui éloigne de plus en plus les lycéens – et surtout les lycéennes – des sciences, les mathématiques seraient réintégrées au socle commun jusqu'en terminale. À l'heure de la bataille technologique mondiale, elles constituent une discipline stratégique : former davantage de scientifiques et d'ingénieurs est une nécessité.

13. Permettre la réorientation à tout âge : le congé Réflexion carrière

Instaurer un congé de réorientation professionnelle tous les dix ans, pour accompagner le droit au changement de parcours, à l'image du modèle danois de formation tout au long de la vie.

14. Planifier le progrès

Au HCSP (Haut-commissariat à la Stratégie et au Plan) serait attribuée la compétence de la planification écologique, en lien direct avec les collectivités territoriales via le Fonds vert. Un grand plan d'adaptation des écoles et des hôpitaux au réchauffement climatique pourrait d'ores et déjà être lancé. Aller ensemble vers une culture de la frugalité est aujourd'hui la seule voie possible du progrès.